

# ÉCOUTER LE CONTEXTE FAVORABLE AU DÉVELOPPEMENT DES BIO-INTRANTS

**L**

es associations entre végétaux, animaux et arbres constituent le cœur de la révolution agroécologique pour diminuer les dépenses des agriculteurs, les pollutions, les intoxications, tout en intensifiant la production. Une solution complémentaire est l'utilisation de bio-intrants. En Afrique de l'Ouest, de plus en plus d'entreprises, des PME aux multinationales, développent leur production.

La tendance est indéniable : « Des segments de marché se développent de façon exponentielle et plusieurs organisations paysannes s'attellent à offrir leurs intrants bio sur les marchés croissants de l'agriculture biologique », affirme Sessi Rostaing Akoha, expert suivi et évaluation du Roppa. Boubacar Djibo Almoustapha, agronome à Fasam terre verte au Niger, confirme cette évolution. « Depuis trois ans, le Réseau des Chambres d'Agriculture (Reca) réalise des campagnes de plaidoyer en faveur des produits bio et fédère les acteurs agricoles (entreprises, OP, producteurs individuels). On note l'émergence de nouveaux acteurs qui se spécialisent dans la fourniture d'intrants bio, ainsi que la multiplication des thèmes de formation sur ces produits. Nous espérons voir émerger une société plus responsable vis-à-vis de sa consommation, de son économie et de son environnement<sup>1</sup>. »

Un enthousiasme nuancé par d'autres acteurs. L'expérience du Grdr menée sur la production de choux à Lendeng, au Sénégal, montre que les intrants manufacturés,

bien qu'appréciés, sont hors de portée du grand nombre car ils augmentent les coûts de production. En revanche, les producteurs utilisent systématiquement du compost vendu dans les environs. « Beaucoup de travaux sont en cours sur les bio-intrants au niveau des universités, instituts de recherche, recherches paysannes avec les associations », explique Christian Legay, représentant de l'ONG Autre terre, fondatrice du collectif citoyen pour l'agroécologie au Burkina Faso. « La gamme de bio-intrants est en train de s'étoffer progressivement. Mais, pour amorcer la transition agroécologique, il est important que l'État burkinabé, qui subventionne les intrants chimiques, puisse progressivement s'orienter vers les bio-intrants de préférence fabriqués localement, plutôt que de les acheter auprès des grandes firmes et risquer de tomber dans une autre forme de dépendance. » Cet appel à la vigilance est partagé par Sidy Ba, secrétaire général du Cadre de concertation des producteurs d'arachide (CCPA) du Sénégal. « À propos de la récente décision de



Formation en compostage au Bénin © AFL

l'État sénégalais de consacrer 10 % du budget intrants aux bio-intrants, cela ne concerne que des intrants manufacturés, les OP sénégalaises militent pour que le soutien public s'élargisse à la production de bio-intrants par les paysans. »

### **Assouplir l'homologation qui favorise les industriels**

**P**our espérer obtenir des commandes publiques de l'État, la contrainte majeure est la nécessité d'avoir des produits homologués. Or, les petites ou moyennes entreprises fabriquant des bio-intrants au Burkina Faso n'ont pas les moyens de faire homologuer leurs produits car le processus est trop coûteux (analyses en labo, tests sur culture par la recherche...). « Là aussi, il faut que l'État puisse accompagner ces acteurs en les soutenant financièrement et travailler à un mécanisme d'homologation simplifié par rapport aux pesticides chimiques », propose Christian Legay. « L'exemple de la pharmacopée, avec un système adéquat d'autorisation simplifiée de mise

sur le marché, pourrait alimenter cette réflexion. Avec le développement de l'agroécologie, il est urgent de contrôler la qualité de ces bio-intrants (dosage, durée de péremption, efficacité, conditions d'utilisation, qualité des emballages) afin d'éviter de décourager les bonnes volontés ! »

### **Les bio-intrants, nouvelle mainmise des multinationales ?**

**L**es bio-intrants deviennent un concept commercialement porteur, à tel point que les géants industriels s'en emparent, et leur production à grande échelle peut accentuer les problèmes d'accès aux matières premières. L'entreprise suisse Élément vert, qui dispose de sites de production industrielle au Mali, en Côte d'Ivoire, et distribue dans toute la sous-région, a négocié le ramassage des jacinthes d'eau avec l'Office du Niger, qui constitue le plus large périmètre irrigué d'Afrique de l'Ouest. « Mais ces jacinthes étaient utilisées depuis longtemps par les paysans et paysannes dans leur compost », dénonce Chan-

tal Jacovetti, coordinatrice Cnop Mali. Les industriels font la razzia sur le fumier, avec pour conséquence une explosion des prix : « La charrette qui était à 1 000 FCFA est montée à 4 000 FCFA dans la région de Ségou. Soutenir l'autonomie paysanne, cela demande de mettre les moyens pour créer des unités locales de transformation qui, à leur tour, seront sources de dynamisation des terroirs, d'emploi, de revenu, de valorisation de connaissance, d'approvisionnement de proximité adapté à l'environnement », préconise-t-elle.

## Un espoir pour la jeunesse paysanne

**L**a production de bio-intrants est un des piliers forts de la démarche agroécologique souhaitée par beaucoup pour devenir résilients. Dans ce contexte, il est intéressant d'observer comment le monde paysan pourra se saisir de cette nouvelle opportunité de marché, en développant au maximum son indépendance. Pour le moment, « la cohabitation entre la production des exploitations familiales et celle d'unités privées (locales) spécialisées est nécessaire », analyse Donald Houessou de l'Acéd. Mais la production de fertilisant organique peut être organisée localement. C'est l'argument défendu par le Roppa : « Les sociétés de production de bio-intrants pourraient être constituées d'associations d'agriculteurs, ce qui leur permettrait d'utiliser leurs productions et de les vendre, avance Imelda Agondanou, chargée de programme au Roppa. Les OP ont montré qu'elles pouvaient mettre en place des coopératives semencières, capables de produire et d'accompagner la distribution de semences de qualité à leurs membres. On pourrait imaginer un modèle équivalent pour la production d'intrants organiques, à partir de sous-produits d'élevage, agricoles, et de transformation ; cela pourrait être un maillon intéressant sur lequel positionner les jeunes. » Si les OP et PME nationales sont encouragées (par des mesures fiscales, d'accès au financement et aux appels d'offre publics, de facilitation des procédures d'homologation, etc.), non seulement les bio intrants pourraient s'adresser à davantage de paysans/cultures, mais ils seraient aussi véritablement écologiques et porteurs pour les territoires.

*« Il est important que l'État burkinabé, qui subventionne les intrants chimiques, puisse progressivement s'orienter vers les bio-intrants de préférence fabriqués localement »*

Christian Legay, ONG Autre Terre

1. CFSI, Discussion n° 10 : Approvisionnement en bio intrants. Synthèse, 2021.

### Bio-intrant : définition

Par opposition aux éléments d'origine chimique de synthèse ou minérale, un bio-intrant, biofertilisant ou biopesticide, est un organisme vivant ou un élément d'origine biologique apporté sur une parcelle agricole ou dans un élevage, dans le but de participer à l'optimisation d'une production.